

L'ESPOIR HAUTE-VIENNE



Dispensé de timbrage

Limoges C.T.C.

P

PRESE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSÉ LE 11/07/2006

Mensuel - N° 271 - Juillet 2006 - Fédération Socialiste de la Haute-Vienne - 9, Boulevard de la Cité - 87000 LIMOGES
e-mail : ps87@wanadoo.fr Téléphone 05 55 34 49 86 Télécopie 05 55 32 16 51

■ Le mot du Premier Secrétaire

Depuis son dernier Congrès, le Parti Socialiste va à son rythme, qui est le bon : rassemblement au Mans, élaboration démocratique de son projet, désignation de ses candidats aux législatives et, en novembre prochain, de son (sa) candidat(e) à la présidentielle. Jusqu'à présent, ses responsables et son Premier Secrétaire ont fait un «sans faute». Espérons que les diverses ambitions -légitimes quand elles sont portées par des camarades de grande valeur et de grande honnêteté politique- ne troubleront pas la sérénité confiante qui anime notre Parti et nos militants.

* * *

Les désignations aux législatives, en Haute-Vienne, se sont faites comme d'habitude, dans la transparence, la rigueur et bien évidemment le respect de nos règles et de nos traditions.

Là où il y avait concurrence, la candidate et le candidat désignés ont bénéficié d'une telle confiance des militants dès le premier tour de scrutin (80 % des suffrages exprimés) que leur légitimité est absolue, ce qui les met, dès maintenant, en très bonne position pour les prochains combats.

En ce qui concerne la Présidentielle, je souhaite que, le moment venu, les militants choisissent, dans la bonne camaraderie, celui ou celle qui, parmi les candidats déclarés à ce moment-là, sera le mieux à même de résister au choc de la campagne, de se faire élire, et ensuite d'exercer pleinement la fonction suprême.

Il n'est pas interdit de dire tout le bien que l'on pense de son (sa) candidat(e) préféré(e) -dire du bien des Socialistes, c'est même recommandé ...- mais je mets en garde une fois de plus nos camarades qui seraient tentés de traîner dans la boue, à l'extérieur du Parti, ceux et celles qui ne bénéficient pas de leurs faveurs du moment. Une telle attitude serait indigne d'un militant et, pire, d'un élu...

* * *

Des centaines de nouveaux militants ont rejoint notre fédération à la suite de la campagne d'adhésion, ce qui montre l'attractivité de notre Parti et le désir profond du peuple de gauche d'en finir avec la majorité actuelle. Cette arrivée en grand nombre de nouveaux camarades est d'autant plus significative que, en Haute-Vienne, le nombre des militants par rapport à la population était déjà un des plus élevés de France. Ces nouveaux militants, qui s'intègrent fort bien dans leur nouvelle famille, seront, aux côtés des camarades qu'ils rejoignent, une aide précieuse dans nos prochains combats.

Bonnes vacances à toutes et à tous !

J.P.D.

Vite dit...

■ C'est «Marianne» qui le dit :

L'un des derniers numéros du magazine «Marianne» consacre sous la plume du chef de son service politique, François DARRAS un long papier sur le «coup d'Etat» de Nicolas SARKOZY. L'hebdomadaire de Jean-François KAHN accuse en effet le président de l'UMP d'avoir saboté le référendum européen en relançant la polémique redoutable et destructrice de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne. L'hebdomadaire «Marianne», qui pourtant à l'époque militait pour le NON, conclut ainsi : «on ne pouvait plus habilement faire le jeu du NON. C'est réussi. Chapeau l'artiste !» Cela va sans doute relancer quelques conversations au motif que beaucoup de gens pensent encore avoir été à l'origine de la victoire du NON...

■ Philippe Vasseur, qui fut quelque chose au RPR, parlait jadis, dans une de ses publications, de «la droite la plus bête du monde». Au moment où le pouvoir n'est plus à prendre mais plutôt à ramasser, prenons garde à ce que les divisions à gauche, les diverses surenchères et les concurrences au sein du PS ne nous fasse pas mériter le qualificatif de «gauche la plus bête du monde» !...

■ L'illustre Bayrou, ainsi qu'une partie de ses (maigres) troupes de l'Assemblée Nationale, a voté la censure, pour se démarquer -on peut le comprendre...- de l'UMP, du Premier Ministre, du gouvernement et du Président de la République.

Pourquoi pas ?

Mais on verra bien quelles seront ses consignes pour le second tour de la prochaine présidentielle !...

■ DÉSIGNATION DES CANDIDAT(E)S TITULAIRES ET SUPPLÉANTS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2007

Résultats des votes

(vote en section du mercredi 14 juin 2006)



I^{re} CIRCONSCRIPTION

■ Votants : 294

■ Blancs et nuls : 12

■ Exprimés : 282

ONT OBTENU (en voix)

TITULAIRES : 3 candidates (1)



BOULESTIN Monique
221 voix ; 78,37 %
Désignée

CHEVALIER Jacqueline

26 voix ; 9,22 %

DESPROGES-PEYROUX Sylvie

35 voix ; 12,41 %

(1) Marie-Paule BARRUCHE a retiré sa candidature lors de l'assemblée générale de présentation des candidats le 9 juin 2006.

SUPPLÉANTS : 3 candidats



TERRIER Gérard
121 voix ; 42,91 %
Désigné

LEFORT Pierre

98 voix ; 34,75 %

MORIZIO Pascal

63 voix ; 22,34 %

NB : Pierre LEFORT et Pascal MORIZIO ayant retiré leur candidature au soir du premier tour, un second tour n'a pas été nécessaire.

2^e CIRCONSCRIPTION

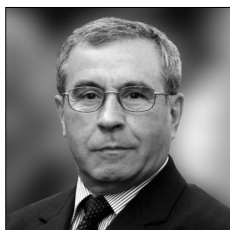
■ Votants : 297

■ Blancs et Nuls : 8

■ Exprimés : 289

ONT OBTENU (en voix)

TITULAIRES : 2 candidats



BOISSERIE Daniel

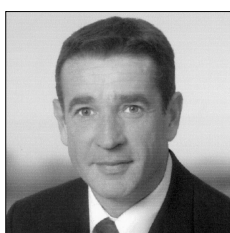
230 voix ; 79,58 %

Désigné

PETINIAUD Gilbert

59 voix ; 20,42 %

SUPLÉANTS : 2 candidats



DUCHAMBON Jean

223 voix ; 77,16 %

Désigné

BACLE Frédéric

66 voix ; 22,84 %

3^e CIRCONSCRIPTION

■ Votants : 387

■ Blancs et Nuls : 0

■ Exprimés : 387

ONT OBTENU (en voix)

TITULAIRE : 1 candidate

SUPLÉANT : 1 candidat



PEROL-DUMONT

Marie Françoise

387 voix ; 100 %

Désignée



BROUILLE Bernard

387 voix ; 100 %

Désigné

4^e CIRCONSCRIPTION

■ Votants : 438

■ Blancs et Nuls : 6

■ Exprimés : 432

ONT OBTENU (en voix)

TITULAIRE : 1 candidat

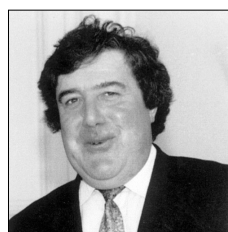
SUPLÉANT : 1 candidat



RODET Alain

432 voix ; 100 %

Désigné



AUDOUZE Gérard

432 voix ; 100 %

Désigné

■ PROJET DES SOCIALISTES

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION EN DÉBAT

Dans le cadre de la préparation du projet des socialistes, la fédération a relayé la démarche des Etats Généraux en organisant le samedi 13 mai une assemblée générale thématique sur la décentralisation et l'aménagement du territoire. Cette manifestation a rassemblé plus de 300 adhérents, militants associatifs et syndicaux. Le compte rendu a été adressé à la commission nationale du projet. En voici un résumé :

Trois thèmes ont successivement été abordés : décentralisation, territoires et développement, villes et territoires.

I - Décentralisation

L'introduction à la discussion a été présentée par G. Vandembroucke, président du groupe socialiste au Conseil Régional du Limousin.

Il a pu rappeler que la définition d'un projet c'est aussi s'intéresser à la méthode et aux moyens que les Socialistes souhaitent utiliser. La décentralisation en fait bien partie. Pour autant le sujet n'est pas simple car il ne renvoie pas forcément à des éléments concrets pour nos concitoyens et les Socialistes devront le réhabiliter à la suite de la politique menée par la droite. La décentralisation a permis de rapprocher les décisions du terrain et de responsabiliser les élus locaux.

Le chantier de la décentralisation devra être rouvert en se posant les questions suivantes : quelle répartition de compétences, quels financements nécessaires ? Quel sera le rôle de l'Etat ? Le maître mot de cette réflexion devra être la clarification. Le rôle de l'Etat devra notamment être réaffirmé pour la définition du droit aux services publics.

Parmi les autres questions qui surgissent, doit-on envisager la suppression de structures ? Doit-on changer les modes de scrutin ? La proximité et le réalisme devront primer dans nos propositions.

Le débat qui s'est ouvert dans l'assemblée a fait surgir les interrogations et réflexions suivantes :

- Ne pas oublier les effets positifs de la décentralisation notamment pour l'amélioration des collèges et lycées.

- Une réforme fiscale doit être envisagée pour les ressources locales. Le système actuel est trop injuste.

- Le PS doit préciser sa position concernant le transfert des personnels TOS aux départements et régions.

- La péréquation entre les régions devrait être relancée pour assurer un développement plus égalitaire.

- Il convient de rendre plus démocratique un certain nombre de structure locales.

- La décentralisation ne doit pas faire oublier à l'Etat qu'il doit être le garant de l'égalité d'accès aux services publics sur l'ensemble du territoire.

- Un bilan de l'ensemble des lois de décentralisation depuis 1982 devrait être dressé avant toute nouvelle étape.

- Sur la question des scrutins et tout particulièrement pour les conseils généraux, Marie Françoise Pérol-Dumont, Députée et Présidente du Conseil Général de la Haute-Vienne, estime que le scrutin cantonal en milieu urbain n'a plus sa raison d'être.

Un scrutin par liste devrait être envisagé. Il permettrait une meilleure représentation féminine notamment. En milieu rural, la situation est différente car le conseiller général est un élu bien identifié par ses concitoyens. Elle revient également sur les questions des compétences entre les collectivités et l'Etat qui sont à clarifier. Elle déplore la disparition de la notion d'aménagement du territoire au profit de celle de «compétitivité» en rappelant que la solidarité entre les territoires est assurée en grande partie par les départements. Un éventuel acte II de la décentralisation ne pourra se faire qu'en se posant la question du financement car les collectivités sont aujourd'hui exsangues.

- Un maire d'une petite commune intervient sur l'empilement des structures qui deviennent illisibles. Une simplification devra se mener de paire avec une amélioration de la démocratie participative.

2 -Territoires et développement

L'introduction de ce thème fut assurée par Bernard Delage, président du groupe socialiste au Conseil Général de la Haute-Vienne.

Il insiste tout particulièrement sur le rôle prédateur de l'Etat sous la Droite. En effet les collectivités sont littéralement asphyxiées.

Sur la problématique du développement, ce dernier n'est possible qu'avec un socle minimum de services publics dans les territoires en déclin démographiques. Le désenclavement devra être relancé en améliorant les infrastructures. Les collectivités sont à même de soutenir les projets innovants car elles sont en prise directe avec le terrain et jouent ainsi un rôle majeur.



Mais pour que ces collectivités puissent agir, il faudra réformer la fiscalité locale et clarifier les relations financières entre elles et l'Etat. Pour que les collectivités et leurs élus puissent pleinement s'investir et être efficace, il conviendra également de réfléchir à un véritable statut de l'élu et limiter nécessairement les mandats. Ces évolutions devront permettre une nouvelle gouvernance au service du développement.

Différentes réactions ont suivi cette introduction :

- Jean-Paul Denanot, Président du Conseil Régional du Limousin, est revenu sur la nécessaire clarification des compétences. L'Etat doit conserver ses pouvoirs régaliens mais les collectivités doivent pouvoir exercer pleinement leurs compétences.
- Sur la démocratie participative, le PS doit être en pointe dans ses propositions tout particulièrement dans un contexte de désenchantement de nombreux français.
- Sur de tels sujets, notre approche doit être pragmatique et privilégier ce qui marche et a fait ses preuves.
- Le désenclavement ne doit pas être oublié, notamment pour une région comme le Limousin. Les infrastructures restent des éléments déterminants pour le développement.
- Toute réforme fiscale devra se faire en développant des impôts redistributifs. Attention à l'autonomie financière des collectivités et aux déséquilibres que l'on pourrait observer d'une collectivité à l'autre. La question de l'égalité territoriale se pose.
- Sur ce sujet du développement, il ne faut pas tout attendre de l'Etat. Les collectivités ont pour elles l'atout de la proximité.

3 - Villes et territoires.

Ce sujet a été introduit par Philippe Reilhac, co-responsable du groupe socialiste à la Mairie de Limoges.

Il a mis en lumière le poids de la population urbaine sur notre territoire tout en indiquant que les socia-

listes devaient réinventer une politique de solidarité urbaine. La présence des services publics doit être réaffirmé sur l'ensemble du territoire, c'est-à-dire y compris dans les quartiers les plus en difficulté. Le PS devra renouer avec les principes de la loi SRU et les amplifier. La question du logement sera d'ailleurs au cœur de notre projet car elle concerne la grande majorité de notre population, y compris les classes moyennes qui s'endettent de plus en plus. La mixité sociale devra également être réaffirmés à travers différentes mesures.

Parmi les réactions de la salle, on peut noter les points suivants :

- Les associations sont aujourd'hui en grandes difficultés à cause de la politique menée par la droite. Le tissu associatif et son renforcement devront être au coeur de notre projet.
- Il faut décroquer les différents types de logement qui existent pour permettre une véritable mixité sociale, gage d'un développement urbain plus harmonieux.
- Le cadre urbain doit se prêter à des expérimentations de démocratie participative. L'échelon de la commune est pertinent.
- Sur le logement, une partie de la population en est aujourd'hui totalement exclue. Ce sera l'honneur de la gauche que de traiter en priorité ces populations car le logement est la clé d'une intégration dans la société et du respect de la dignité humaine.
- La puissance publique devrait être plus attentive aux politiques mises en places par les différents organismes HLM.

En conclusion de ces échanges, il faut souligner l'attente forte d'une clarification dans les domaines qui ont été évoqués et d'un besoin de différenciation avec la droite sur des sujets qui ne doivent pas être enfermés dans une approche trop technique.

Laurent LAFAYE

Secrétaire fédéral à la coordination,
en charge du débat sur le projet.

(Suite page 6)

■ **Projet des socialistes**

Résultats des votes des sections **Scrutin du jeudi 22 juin 2006**

| | | |
|-----------------------------|--------------|--------------------------------|
| Nombre de votants : | 1 435 | (participation 53,09 %) |
| Blancs ou nuls : | 15 | |
| Suffrages exprimés : | 1 428 | |
| POUR | 1 304 | 91,32 % |
| CONTRE | 34 | 2,38 % |
| ABSTENTION | 90 | 6,30 % |



Convention fédérale du 23 juin 2006.

La Convention fédérale du 23 juin a adopté 31 amendements sur les 52 présentés par les sections. Ils ont été transmis à la Commission des résolutions de la Convention nationale du 1^{er} juillet.

■ **NÉCROLOGIE**

Pierre LEPETIT

Personnalité marquante de la vie publique feytiacoise et de la section socialiste, Pierre LEPETIT s'est éteint le 25 mai dernier à la suite d'une implacable maladie.

Né le 21 mai 1951 à St Yrieix la Perche, il débute sa carrière professionnelle en qualité d'instituteur, puis de professeur de technologie en collège. Sa passion pour la chose associative l'incite à se mettre en détachement de l'enseignement pour devenir directeur d'association de Jeunesse Étude Voyage (JEV).

Dévoué aux autres, jovial, Pierre aimait la vie publique et s'est tout naturellement engagé au sein du Parti Socialiste. Il a été conseiller municipal puis adjoint au maire de Châteauponsac avant de s'installer en 1985 au Moulin de la Vergne à Feytiat. Très vite, il s'intéresse à la vie communale et prend contact avec l'équipe municipale dirigée à l'époque par Jacques TAURISSON. En 1989, il rejoint le Conseil municipal de Feytiat qui deviendra sa deuxième famille. En 1995, élu adjoint chargé de la communication et de la vie associative. Réélu en 2001, il sera reconduit à ce poste qu'il assurera avec passion jusqu'à son décès.

Pierre laissera le souvenir d'un militant et d'un élu exemplaire. C'est l'ensemble de la section, et bien au delà, qui est aujourd'hui en deuil.

Bernard FOURNIAUD.

■ Le Mouvement des Jeunes Socialistes en route pour 2007 !

Après une année militante riche en combats, le MJS 87 suspend ses activités pour les vacances d'été. Mais notre lutte contre la droite, elle, ne prendra pas de vacances.

Unis aux côtés de toutes les organisations de jeunesse, des partis politiques et des syndicats de gauche, nous avons obtenu le retrait du CPE, après de longues semaines de grève et de mobilisation. Acculée au désespoir par une droite orgueilleuse et méprisante, c'est toute une génération qui s'est réveillée pour défendre son droit à l'avenir. Il s'agit maintenant de transformer l'essai ! Face au clanisme du camp Chirac, qui fait peser un grave discrédit sur la politique avec le CPE, l'affaire Clearstream, l'amnistie de Guy Drut, l'affaire EADS, les dérapages de Villepin à l'Assemblée face à François Hollande, il nous appartient plus que jamais de gagner en 2007 !

A la rentrée, le MJS 87 reprendra ses activités lors de réunions à caractère général* ou lors d'assemblées générales thématiques, mais aussi pour des tracts, collages et autres activités militantes. Nous renforcerons notre présence sur le terrain auprès de tous

les jeunes, pour les inciter à s'inscrire sur les listes électorales, à voter lors des prochaines élections et à faire le choix du bulletin Socialiste, le seul à nos yeux qui soit porteur d'espoir, de progrès et de justice sociale...

Le MJS a participé pleinement à l'élaboration du projet du Parti Socialiste, de notre projet, en portant des propositions telles que l'allocation autonomie jeunes ou le service civique obligatoire ; et c'est de la même manière que nous soutiendrons et ferons pleinement la campagne de notre futur(e) candidat(e). L'année 2007 sera longue, la lutte sera rude jusqu'à la victoire, mais ensemble, nous réussirons le changement !

* Le Mouvement des Jeunes Socialistes regroupe des jeunes de 15 à 28 ans. Autonome du Parti Socialiste, le MJS est un organisme de réflexion, d'action et d'intervention des jeunes qui souhaitent œuvrer aux côtés des Socialistes. En Haute-Vienne, nous nous réunissons tous les mercredis à 18h30 au siège de la Fédération Socialiste, 9 boulevard de la Cité à Limoges. Ces réunions sont ouvertes à tous, militants ou sympathisants.

Alice FORESTIER
Animatrice Fédérale du MJS

■ Commission «Femmes»

Aujourd'hui encore il existe d'importantes différences salariales entre les femmes et les hommes qui occupent les mêmes emplois. Les femmes accèdent peu aux emplois de cadres, leurs salaires sont inférieurs, elles sont les premières victimes de la précarité (taux de chômage plus élevé, retraites inférieures, temps partiels subis et non choisis et contrats de travail précaires).

Aujourd'hui une femme sur dix serait victime de violences conjugales et une femme meurt tous les quatre jours de violences au sein de son couple.

Aujourd'hui, alors que la coupe du monde de football bat son plein, des femmes, en situation de faiblesse, ont été « amenées » en Allemagne dans un grand centre de la prostitution. **Aujourd'hui**, en France, on punit les prostituées et la Droite les déclare coupables et non victimes.

Et demain ... le Parti Socialiste vient de voter son projet, dans lequel les femmes ont toute leur place et «réussir ensemble le changement», telle est bien aujourd'hui notre ambition.

Demain, les inégalités salariales seront sanctionnées.

Demain, les femmes, victimes de violences conjugales ou victimes de la prostitution, seront soutenues.

Demain, des pénalités financières seront infligées aux partis réticents à faire une place aux femmes.

L'égalité professionnelle, les violences faites aux

femmes, la parité : ces thèmes ont fait l'objet de débats et d'échanges à l'occasion de deux réunions qui se sont déroulées successivement les 11 (réunion des élues socialistes de la Haute-Vienne) et 23 mai 2006 (commission fédérale «femmes»).

Lors de ces réunions, le constat a été fait qu'il est parfois difficile pour les femmes de mener de front vie professionnelle, vie privée et vie associative ou politique.

Les lois en faveur des femmes existent déjà mais elles sont peu, voire pas appliquées dans notre pays. Le Parti Socialiste, lorsqu'il sera aux responsabilités, s'engage à les faire appliquer et sanctionnera ceux qui ne les respecteront pas.

Dans l'objectif des prochaines échéances électorales, nous saurons convaincre et montrer que le projet socialiste est le meilleur quant à la condition féminine.

En Haute-Vienne, nous pourrions également dire que nous faisons ce que nous disons puisque la parité pour les législatives a été parfaitement respectée. Nous avons désigné deux femmes qui porteront notre message : Monique Boulestin (1^{re} circonscription) et Marie-Françoise Pérol-Dumont (3^e circonscription). Les militants et par conséquent, la commission «femmes» ne manqueront pas de leur apporter tout leur soutien.

Sandrine ROTZLER
Secrétaire Fédérale «Femmes»

REPAS DES SOCIALISTES

Samedi 16 septembre

19 heures 30

LIMOGES, Pavillon de Buxerolles

(à côté du Palais des Expositions)

avec

**Kader
ARIF**

Député Européen

Secrétaire national aux Fédérations

Premier Secrétaire de Haute-Garonne



Prix du repas : 15 €

par personne (vin et café compris).

Gratuit pour les moins de 12 ans.



Les inscriptions devront être impérativement retournées avec le règlement correspondant avant le **LUNDI 4 SEPTEMBRE, dernier délai**, au siège de la Fédération Socialiste de la Haute-Vienne, 9 boulevard de la Cité - 87000 Limoges. Le nombre de places étant limité, il est conseillé de s'inscrire le plus tôt possible. Pour des renseignements complémentaires, contacter le secrétariat de la Fédération : 05 55 34 49 86.



BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

participera au repas des Socialistes du samedi 16 septembre.

Ci-joint règlement : 15 € X _____ (nombre de personnes),
soit _____ €.

Nombre d'enfant(s) de moins de 12 ans : _____

Chèque à l'ordre de «**Association des Amis du Parti Socialiste**»
à retourner au siège de la Fédération du P.S. - 9 boulevard de la Cité
87000 Limoges.

Vite dit...

■ De PABLO dans le nougat...

On sait désormais que l'opération «pièces jaunes» initiée par M^{me} CHIRAC prête fréquemment le flanc à la critique. En effet la collecte des pièces jaunes produirait des sommes très inférieures aux frais de fonctionnement de tout le « tralala » entourant la logistique de l'opération. La Presse s'est fait récemment l'écho du déplacement du TGV spécial à Montélimar et de l'aréopage en grand appareil qui accompagnait M^{me} CHIRAC. La suite de «Madame» (pas loin de 60 personnes) avait pris pension dans un hôtel 4 étoiles figurant dans les meilleurs guides touristiques. La facture émise par cette auberge luxueuse a été diffusée par certains journaux, et voilà que figure sur la liste des invités, pour une nuit dans le fameux hôtel, un certain Gérard de PABLO, par ailleurs leader de l'opposition UMP au Conseil Régional du Limousin. On peut donc s'attendre à ce que le dénommé de PABLO soit interpellé poliment lorsqu'il s'emploiera lors d'une prochaine séance publique du Conseil Régional à donner des leçons de gestion aux élus de la majorité de Gauche...

■ **Albert Treint** (le fameux Capitaine Treint), qui succéda à Frossard à la tête du jeune PC dans les années 20, voulait mettre à profit le Front Unique Socialiste-Communiste pour tenter de «plumer la volaille socialiste».

Aujourd'hui, les micro-formations de la gauche «radicale» souhaitent à l'évidence finir de «plumer la volaille communiste ...».



www.ps87.com